

[Text]

People in the north have to live with the consequences of the NORAD Agreement. We have to put up with military air bases being built; we have to live with radar sites being put up without any kind of public involvement in where they should be located; we have to live with low-level flights that are being proposed. The NORAD Agreement has real-life implications for people in the north; it is not simply an agreement.

You have to realize that it also has some very clear ethical dimensions. The amount of money that is being spent on air bases in the north is over \$200 million. At the same time there are communities in the north that do not even have adequate civilian airstrips. If the money going into the militarization of the north is going for some kind of useful purpose and is really going to serve some kind of need, perhaps it can be justified. But when people in the north see the money going into these kinds of activities without having safe airstrips, without having adequate health and education, it really makes people wonder what kinds of priorities our government has.

The Chairman: Our staff has just reminded me that if the agreement were to come into being, as it does on May 12, 1991, there then would be a year following that. Any time it is triggered, there is a year that follows that.

Mr. Brewin: Could we see the text on which that opinion is based, please? Could that be circulated for us?

The Chairman: Agreed.

Mr. Nixon.

Mr. Nixon: Mr. Chairman, I do thank you for another opportunity. Because of some of the comments of Mr. Valteau, I want to respond to this question of the economics of defence.

Regrettably, many studies have been done showing that defence does not produce an economic positive effect. I do not think we should be surprised. We do not spend money on defence for economic benefits; we spend money on defence for defence, and if we are sensible we will try to get as much economic benefit out of it as we can. That is what defence production sharing is all about.

If we had to buy and build in Canada all the defence products we needed, they would cost a great deal more, Mr. Chairman, than they do when we buy them from the United States. In reciprocity for that, they buy some from us. It is not that we are standing aside on the defence business solely as a great economic benefit. I agree, Mr. Valteau, it is not an economic positive effect. And the fallacy of the studies that have demonstrated that have not looked on why you spend money on defence.

The other point, which I think is extremely important—and it was raised not only by Mr. Valteau but by others—is this question of sovereignty. I apologize, Mr. Chairman, if I had misunderstood that he was talking about sovereignty in the narrow context of going to war. I agree with him, that has to be maintained. But you and the members have asked these larger questions about UN involvement.

[Translation]

Les habitants du Nord doivent subir les conséquences de NORAD. Il nous faut subir la construction des bases aériennes militaires; il nous faut subir l'aménagement d'emplacement de radars sans aucune participation publique quant au choix de l'emplacement; il nous faut subir les vols à basse altitude que l'on propose. L'accord NORAD a des conséquences bien réelles; pour les habitants du Nord ce n'est pas tout simplement un accord.

Il faut également tenir compte des aspects moraux de la question. On consacre plus de 200 millions de dollars aux bases aériennes du Nord alors qu'il y a dans le Nord des localités qui ne disposent même pas d'une piste d'atterrissage civile convenable. Si l'argent consacré à la militarisation du Nord doit servir à des fins utiles, et correspondre vraiment à un besoin, peut-être cette dépense peut-elle se justifier. Mais quand les habitants du Nord voient les sommes consacrées à des activités de ce genre alors qu'ils n'ont pas de pistes d'atterrissage sûr, que les soins de santé et l'éducation ne sont pas suffisants, ils se demandent vraiment quelles sont les priorités de notre gouvernement.

Le président: Notre personnel me rappelle que si l'accord entrain en vigueur, comme il le fera le 12 mai 1991, alors il y aurait une année après cela. Il y a toujours un délai d'un an après le déclenchement.

M. Brewin: Pourrions-nous voir le texte sur lequel se fonde cette opinion, s'il vous plaît? Est-ce que cela pourrait nous être distribué?

Le président: D'accord.

Monsieur Nixon.

M. Nixon: Monsieur le président, je vous remercie de me donner une autre occasion de prendre la parole. En raison de certaines remarques de M. Valteau, je désire répondre à la question sur les facteurs économiques de la défense.

Malheureusement, de nombreuses études ont montré que la défense n'a pas un effet économique positif. J'estime que nous ne devrions pas nous en étonner. Ce n'est pas en vue d'avantages économiques que nous consacrons de l'argent à la défense, mais bien en vue de la défense; le bon sens commande que nous tentions d'en tirer autant d'avantages économiques que possible. C'est la raison d'être du partage de la production de défense.

S'il nous fallait acheter et construire au Canada tous les produits de défense dont nous avons besoin, il nous en coûterait beaucoup plus cher, monsieur le président, que de les acheter aux États-Unis. En échange, les Américains nous en achètent. Nous ne soutenons pas que la défense représente d'abord un grand avantage économique. Je suis d'accord, monsieur Valteau, qu'il ne s'agit pas d'un effet économique positif. L'erreur des études qui en ont fait la preuve, c'est qu'elles ne se sont pas demandé pourquoi on dépense de l'argent pour la défense.

L'autre élément que j'estime très important—et cette question a été soulevée non seulement par M. Valteau mais par d'autres—c'est la question de souveraineté. Je m'excuse, monsieur le président, de n'avoir pas compris qu'il parlait de souveraineté au sens étroit, ce qui implique la possibilité de déclencher la guerre. Je suis d'accord avec lui, il faut conserver cela. Mais vous et les députés avez posé des questions de plus grande envergure sur la participation des Nations Unies.